Chambre. Le solliciteur général pourrait peut-être répondre à ma question. On m'a prié de demander au ministre de la Justice d'intervenir au sujet de l'incarcération de certains dirigeants pour outrage à la cour. On aimerait que le ministre de la Justice intervienne dans ce cas, afin de créer un climat favorable à l'aboutissement des négociations. Le solliciteur général nous dirait-il dans quel sens le ministre de la Justice répondrait à une telle question?

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je signalerai volontiers la chose au ministre de la Justice. J'hésite à lui demander de faire quoi que ce soit qu'on pourrait interpréter comme une ingérence dans un procès en cours.

LE TERRORISME

MONTREAL—LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR METTRE FIN AUX ATTENTATS À LA BOMBE

M. Steven E. Paproski (Edmonton Centre): Ma question s'adresse au solliciteur général. Pourrait-il renseigner la Chambre sur les mesures prises par le gouvernement en vue de mettre fin aux attentats à la bombe de terroristes de profession à Montréal?

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'ignore quel rapport on pourrait faire à la Chambre à ce sujet. Les trois effectifs policiers directement intéressés poursuivent de concert l'enquête sur ces infractions. Il n'est pas d'usage de fournir des renseignements sur une enquête en cours.

LA MAIN-D'ŒUVRE

LA FERMETURE DE LA MINE D'OR DE GERALDTON—L'AIDE AUX OUVRIERS CONGÉDIÉS

M. B. Keith Penner (Thunder Bay): J'ai une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Elle est supplémentaire à ma question de vendredi dernier au sujet de la fermeture de la mine d'or de Geraldton, en Ontario. Quelle mesure immédiate la Main-d'œuvre du Canada prendra-t-elle pour aider les quelque 200 hommes qui perdront leur emploi par suite de la fermeture de cette exploitation?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'ai demandé aux conseillers de Thunder Bay de se rendre à Geraldton aujourd'hui même pour s'entretenir de la question avec l'employeur et les employés et pour mettre les services du ministère à la disposition des intéressés.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

PROCHE-ORIENT—LES AVIONS PHANTOM AMÉRICAINS DEMANDÉS PAR ISRAËL

M. S. Perry Ryan (Spadina): J'ai une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Lors de la récente réunion du conseil de l'OTAN à Rome, le ministre a-t-il proposé que le gouvernement d'Israël demande des Phantom à réaction au gouvernement américain?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, je n'ai fait aucun commentaire à ce sujet.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

QUÉBEC—L'INCLUSION DE MONTMAGNY DANS LES «ZONES SPÉCIALES»

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Étant donné la situation alarmante qui prévaut actuellement dans la ville de Montmagny, alors que 1,500 personnes sont en chômage, l'honorable ministre serait-il disposé à recommander à son collègue, l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale, de désigner la ville de Montmagny comme «zone spéciale», afin de lui permettre d'entreprendre des travaux susceptibles de procurer de l'emploi au plus grand nombre possible d'ouvriers?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me semble que cette question a été posée il y a à peine quelques jours par l'honorable député. Si j'ai bonne mémoire, l'honorable député a posé la question au ministre lui-même. Il demande maintenant à un autre ministre de suggérer à son collègue d'étudier cette question. Je ne crois pas que, posée en ces termes, la question soit recevable.

L'honorable député a d'ailleurs déjà porté cette question à l'attention de la Chambre.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège.

Je reconnais que j'ai posé cette question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale, mais, depuis, des instances m'ont été faites. En raison de la gravité de la situation, j'aurais certainement posé aujourd'hui ma question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale, mais, étant donné que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a une certaine responsabilité dans ce domaine, c'est pour cette raison que je lui ai posé ma question.